

REVISITER LES LIEUX DISPARUS DE LA GEOGRAPHIE DU QUEBEC: ENTRE GEOPOETIQUE ET RESISTANCE

Nicolas Lanouette
Université du Québec à Trois-Rivières
Rachel Bouvet
Université du Québec à Montréal

Des villages créés en Gaspésie dans les années 1930, lors de la dernière vague de colonisation, il ne reste rien ou presque. Intrigués par ces toponymes effacés de la carte du Québec et de la mémoire collective, une trentaine de membres de *La Traversée*, l'Atelier géopoétique du Québec, s'y sont rendus en septembre 2009, dans l'espoir de récolter quelques traces des lieux disparus. Seulement, les traces physiques se réduisent à bien peu: quelques objets, quelques restes d'architecture, quelques tas de pierre, voilà tout. La végétation a pratiquement tout recouvert. Les rencontres avec d'anciens habitants ont révélé quant à elles des traces mémorielles tenaces. Forcés de détruire leurs maisons au début des années 1970 suite à un décret gouvernemental pour s'installer ailleurs, les anciens habitants n'ont pas oublié leurs villages et retournent, de manière cyclique, sur les lieux de leur enfance. Grâce à cette forme de résistance, ils maintiennent un lien vivant avec la terre et continuent de percevoir leurs paysages fondateurs, devenus invisibles. D'une manière similaire, le mouvement géopoétique manifeste une résistance face à l'idéologie dominante, qui envisage le rapport aux lieux uniquement en fonction de leur usage et de leur rentabilité, sans tenir compte des liens qui s'établissent entre l'homme et la Terre. Nous dresserons dans la première partie de cet article un bref portrait des villages fermés du Québec afin de mieux comprendre les circonstances entourant leur disparition et de mieux cerner les caractéristiques des quatre villages explorés lors de l'atelier nomade¹. La deuxième partie tentera de mettre en évidence la poétique de la trace et l'imaginaire de la résistance se dégageant du *Carnet de navigation* publié suite à l'atelier et intitulé *Sur les traces des terres fantômes*².

¹ Pour en savoir davantage sur le concept d'atelier nomade, voir l'article de Rachel Bouvet « *L'atelier nomade ou l'exploration géopoétique de l'espace* » en ligne sur le site de *La Traversée*: <http://www.latraversee.uqam.ca/ateliers-nomades/archives>

² Kathleen Gurrie, Chloé Rolland et Denise Brassard, dir., *Sur les traces des terres fantômes*, Montréal, *La Traversée-Atelier québécois de géopoétique*, coll. « Carnets de navigation », n° 9, 2011. Afin d'alléger les notes, les citations provenant de cet ouvrage seront suivies du folio entre parenthèses.

1. Des villages qui meurent et disparaissent

Les pionniers fondateurs d'un village souhaitent assurer la pérennité de leur œuvre. Ils veulent un futur prospère pour le village né de leurs mains et de leur labeur. Toutefois, les aléas du destin et de l'histoire peuvent entraîner la disparition de ces agglomérations parfois rayées de la carte au grand désespoir de leurs fondateurs. Devenus villages fantômes, ils introduisent des espaces vides sur la carte géographique.

Peu de pays ou d'endroits sur terre ne comptent pas de villages fermés et de lieux désertés, abandonnés de leur population d'origine. Le Québec n'échappe pas à cette triste réalité. Parmi les dizaines de villages et petites villes disparus de la carte depuis le début du XX^e siècle, la plupart ont sombré dans les méandres de l'oubli. Seuls quelques-uns ont pu acquérir une seconde vie inattendue.

Petit inventaire des villages disparus au Québec

Au cours du XX^e siècle, au Québec, cinq grandes causes ont mené à la disparition de villages: premièrement, l'inondation consécutive à l'établissement de grands réservoirs ou, cas rarissime, le glissement de terrain; deuxièmement, la fermeture de l'unique entreprise faisant travailler les habitants des villages et des petites villes mono-industrielles ou minières; troisièmement, la création du Parc national Forillon par le gouvernement du Canada au début des années 1970, qui a forcé la fermeture de quelques villages en Gaspésie; quatrièmement, les décisions prises par les grands programmes gouvernementaux très aménagistes de cette même époque, ordonnant la fermeture de plusieurs villages et paroisses du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie dans le cadre des plans émis par le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ); cinquièmement, le non renouvellement de la population.

Les villages engloutis

Au Québec, très peu de villages ont été submergés par les eaux des grands bassins hydroélectriques. On en compte deux, à savoir Saint-Cyriac, au Lac-Saint-Jean, disparu dans les années 1920 lors de l'élévation du lac Kénogami par la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, et Saint-Ignace-du-Lac, « le pays englouti³ » de Jacques Ferron, dans la Haute-Matawinie, anéanti en 1931 lors de la construction du barrage sur la rivière Matawin et de la création du réservoir Taureau par la Shawinigan Water and Power Company.

³ Jacques Ferron et Victor Lévy-Beaulieu, *Correspondances*, Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 2005, p. 52.

Un troisième cas, unique, de village « englouti » est celui de Saint-Jean-Vianney, au Lac-Saint-Jean, près d'Alma. Le 4 mai 1971, une partie de l'agglomération a été emportée lors d'un vaste glissement de terrain, entraînant dans la mort 31 personnes et ensevelissant plus d'une quarantaine de maisons. Devant l'urgence du drame et l'ampleur de la tragédie, le gouvernement québécois agira très rapidement en ordonnant l'évacuation de la population restante et la fermeture du village, qui comptait près de 1 600 personnes. Le village, qui à l'époque se transformait en une paisible banlieue pour les travailleurs des usines de l'Alcan et d'Abitibi-Price, sera démolit et les maisons relocalisées ailleurs. Tous les frais des travaux de relocalisation de Saint-Jean-Vianney seront assumés par le gouvernement provincial. Plus de 250 familles et 200 maisons seront ainsi relocalisées, en grande partie à Arvida. Le déménagement des maisons sera complété le 15 décembre 1971.

Les villages mono-industriels désertés

De nombreux villages fermés au Québec se retrouvent dans cette catégorie. Aux XIX^e et XX^e siècles, les entreprises s'installaient fréquemment près des lieux d'exploitation des ressources naturelles. D'autres types d'industries favorisaient l'implantation dans des lieux propices à l'exploitation des ressources hydrauliques, génératrices de force et d'énergie. Ces villages, parfois promus au rang de petites villes, n'avaient généralement qu'une seule entreprise qui offrait des emplois à toute la population. Le domaine minier a généré un grand nombre de ce que l'on appelait parfois des « villages (ou des villes) de compagnie ». Toutefois, lorsque l'unique employeur décidait de partir, pour diverses raisons (faillite, épuisement de la ressource, vente d'entreprise, etc.), les travailleurs devaient quitter le village pour se trouver un nouvel emploi ailleurs. C'est ce qui s'est passé pour la petite ville de Fermont, en Mauricie, qui a été rayée de la carte dans les années 1930 lorsque les forges Radnor ont fermé leurs portes. La ville minière de Gagnon, sur la Côte-Nord, sera également rasée en 1984 lorsque les mines de fer de ses environs cesseront leurs activités. Un sort semblable est réservé à Scherfferville à la fin des années 1980, puisqu'elle sera en grande partie démantelée suite à la fermeture des mines de fer sur la Côte-Nord. Les églises, les écoles, les institutions et l'hôpital seront complètement rasés. En 1981, elle comptait autour de 4 500 habitants; en 1996, elle n'en comptait plus que 280. Aujourd'hui, Schefferville abrite majoritairement des communautés autochtones Innus et Naskapis. De nombreuses autres villes minières du nord du Québec, de l'Abitibi à la Baie James, ont connu le même sort, dont Barville, en Abitibi, fermée à la fin des années 1970, et Joutel, à la Baie-James, démantelée à la fin des années 1990.

Dans la région du Lac-Saint-Jean, on doit citer le nom du village fantôme le plus connu du Québec, Val-Jalbert. C'est le seul où l'on mise sur le caractère « fantôme » pour en faire une attraction touristique⁴. Le cas de Val-Jalbert, fondé en 1901 par Damase Jalbert, est assez singulier. L'économie du village gravitait autour d'une usine de pulpe pour la fabrication de la pâte à papier. Or, les déboires économiques de l'usine à la fin des années 1920 ont entraîné sa fermeture et le départ graduel de sa population. Le gouvernement du Québec a exproprié l'ensemble du site en 1942 pour taxes impayées. Puis,

À partir de 1960, l'Office du Tourisme de la Province de Québec (futur Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche) assure la gestion du site. Les visiteurs sont dès lors admis. Des travaux de restauration et d'aménagement comme des sentiers, des escaliers et la consolidation des rues sont amorcés.⁵

L'expropriation du village de Val-Jalbert et sa mise en valeur par le gouvernement du Québec, au début des années 1960, sauvera une partie des habitations et de l'usine des outrages du temps, et ce, curieusement, à une époque où divers programmes devaient mener à la fermeture de villages en raison des coûts élevés pour les maintenir en vie.

Des villages sacrifiés pour un parc

La création, au début des années 1970, du premier parc fédéral au Québec, le parc national de Forillon, en Gaspésie, a fait grand bruit à l'époque et continue de le faire encore aujourd'hui, quarante années plus tard. Pour créer ce parc « naturel » fédéral, « 225 familles ont dû déménager [et] 1 300 propriétaires ont perdu des terres ou des bâtiments⁶ ». Des villages aux noms aussi exotiques que Cap-des-Rosiers, l'Anse-aux-Griffons, Grande-Grave, l'Anse-aux-Sauvages (Indian Cove), Penouille, Cap-aux-Os ont tout simplement disparu ou perdu une grande partie de leur population et de leur territoire devenu désormais territoire du parc national. Quarante ans après la création de ce parc qui devait apporter la prospérité à la Gaspésie et amener de nombreux touristes, bon nombre d'expropriés s'en souviennent encore. Il aura fallu quatre décennies pour que les expropriés de Forillon puissent entrer dans le parc sans devoir payer des droits d'entrée. Ce n'est qu'au printemps 2011 que l'on a remédié à cette situation: les trois premières générations d'expropriés ont finalement eu le droit de recevoir un laissez-passer pour accéder au parc gratuitement, alors qu'auparavant, ils devaient payer, même pour aller se

⁴ C'est la raison pour laquelle Henri Dorion et Pierre Lahoud l'ont intégré dans leur livre sur les *Lieux de légende et de mystère du Québec* (Montréal, Éditions de l'homme, 2009, p. 238)

⁵ Village historique de Val-Jalbert – 2011, <http://www.valjalbert.com/fr/histoire/>, consulté le 9 mai 2011.

⁶ Geneviève Gélinas, « La fin d'un mode de vie », *Le Soleil*, 14 août 2010.

recueillir sur la tombe d'un être cher dans l'un des trois cimetières encore présents dans le parc⁷.

Les villages fermés du BAEQ

Dans les années 1960, les divers paliers de gouvernements mettent en place d'ambitieux programmes de développement régionaux, fortement aménagistes. Le gouvernement fédéral met sur pied l'ARDA (Aménagement rural et développement agricole), à qui l'on doit, en partie, la création du parc de Forillon, tandis que le gouvernement provincial institue le Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ). Ces programmes ont pour but de freiner l'exode rural face au déclin économique des régions atlantiques ou de l'est du Québec.

Après une vaste enquête de terrain, le BAEQ dresse un portrait sombre de la région, où pour de nombreux villages « l'état des ressources n'indique aucune possibilité, pour ces populations, de satisfaire leurs aspirations par rapport à des critères considérés comme normaux dans une société moderne⁸. » Si le plan du BAEQ propose de nombreuses solutions pour moderniser l'économie des régions visées et leur urbanisation, son objectif est aussi « de fermer 85 villages jugés "économiquement non rentables et socialement non viables" [...].⁹ » Cela veut dire que tout doit être démolé, rasé « pour éviter qu'on y revienne et qu'on ait à entretenir les routes¹⁰. » Cette situation a impliqué le déplacement de près de 65 000 personnes, soit plus de 10 000 familles dans les régions concernées. Treize paroisses et villages de l'arrière-pays gaspésien ont donc été fermés entre 1970 et 1974. Cependant, la population des autres villages visés par les fermetures annoncées n'a pas voulu de ce plan proposé par le BAEQ. Une résistance à la fermeture des villages s'est organisée autour de trois Opérations-dignité dès 1971. Ce mouvement de contestation populaire a freiné les ardeurs du gouvernement dans l'application du plan et l'a fait renoncer à certaines fermetures de villages proposées initialement par le BAEQ. En fait, cette résistance de la population du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie a amené le gouvernement à procéder différemment. Comme le fait remarquer l'historien Jean-Marie Thibault, « les gouvernements font autrement, en coupant les services. Ils essaient une expropriation lente »¹¹. C'est ainsi que dans bien des régions du Québec, des écoles ferment leurs portes, les cloches des églises cessent de sonner, les bureaux de postes

⁷ Geneviève Gélinas, « Des laissez-passer, mais pas d'excuses », *Le Soleil*, 22 août 2010.

⁸ Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, *Plan de développement. Région-pilote: Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine*, Mont-Joli, Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, 1966, p. 124-125.

⁹ Roméo Bouchard, *Y a-t-il un avenir pour les régions ?*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 49.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Gilles Gagné, « L'histoire de l'arrière-pays gaspésien revivra », *Le Soleil*, Québec, 21 février 2011.

interrompent leurs activités et les services se concentrent de plus en plus dans les petites villes régionales, lorsque ce n'est pas plus loin.

Les villages fermés, faute de population

Le dernier village fermé officiellement par le gouvernement du Québec, jusqu'à maintenant, est le minuscule village d'Aylmer Sound sur la Basse-Côte-Nord à l'est du Québec. Le vieillissement de la population et l'absence d'activités économiques ont eu raison de ce village qui ne comptait plus qu'une dizaine de résidents, surtout présents durant l'été¹². Seule l'église doit subsister, « comme témoin de l'histoire du village¹³ » d'Aylmer Sound, qui a cessé d'exister le 1^{er} janvier 2008. Ce village fermé s'est ajouté à la liste des nombreux hameaux et petits villages désertés de leur population, faute de travail, de services ou d'école, voire de voies d'accès faciles. Aylmer Sound est le dernier venu d'une longue liste de lieux abandonnés sur la Côte-Nord, comprenant les hameaux de Musquaro, Wolf Bay, Shekatika, entre autres, dont il ne reste souvent plus qu'une église et quelques maisons « délabrés au point où ce sont les arbres qui ont poussé tout autour qui les tiennent debout¹⁴ » dans le cas de Musquaro, alors qu'à Skekatika, il ne subsiste « que les fondations de l'école¹⁵ ».

Des lieux d'espoirs qui n'eurent pas d'avenir

Un constat se dégage de ce bref inventaire des villages fermés au Québec. La vaste majorité d'entre eux est située dans les régions périphériques, loin des grands centres urbains, soit en Abitibi, en Gaspésie, au Bas-Saint-Laurent, à la Baie-James ou sur la Côte-Nord. Souvent isolés, situés en pleine forêt ou sur des terres peu propices à l'agriculture, ou encore à la merci d'une seule entreprise, ils constituaient la limite de l'espace habité, l'arrière-pays des régions les plus éloignées des centres urbains, la marge de l'écoumène québécois. Nous y reviendrons plus loin.

C'est exactement le cas des quatre villages disparus explorés par les membres de l'Atelier québécois de géopoétique en septembre 2009, des villages situés dans l'arrière-pays gaspésien, sur sa rive nord. Saint-Octave-de-l'Avenir (1932-1971)¹⁶, Saint-Nil (1934-1974), Saint-Thomas-de-Cherbourg (1935-1971) et Saint-Paulin-Dalibaire (1958-1971) ont

¹² Radio-Canada, « Aylmer Sound vit ses derniers moments », mardi 12 juillet 2005, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/index/nouvelles/200507/12/015-aylmer-sound-fin.shtml>.

¹³ Radio-Canada, « Dernières disposition avant la fermeture complète », jeudi 6 septembre 2007, <http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2007/09/06/012-aylmer-sound.asp>.

¹⁴ Jean Désy, *L'aventure d'un médecin sur la Côte-Nord*, Saint-Laurent, Éditions du Trécarré, 1986, p. 61

¹⁵ *Ibid*, p. 110.

¹⁶ Henri Dorion et Pierre Lahoud ont consacré à ce village un chapitre intitulé « Les revenants de St-Octave de l'avenir » dans leur ouvrage *Lieux de légende et de mystère du Québec*, op. cit., p. 233-237. Voir aussi l'article signé par Sylvain Rivière « Saint-Octave-du-souvenir », dans son ouvrage écrit en collaboration avec Toumani Kouyaté, *La Grande Traversée de la Gaspésie. Le pays intérieur*, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 2009, p. 75-80.

été fondés lors de la grande crise des années 1930. En réponse à la misère grandissante des villes, le retour à la terre visait à aider les familles dans le besoin. Ces villages, développés à l'intérieur des terres gaspésiennes, au pied des montagnes Chic-Choc, repoussaient du même coup les limites de l'espace habité. Pour plusieurs, ils constituaient « le bout de la route ».

Ces villages « éphémères » possédaient de nombreuses caractéristiques communes. L'agriculture devait être le moyen de subsistance des gens et le moteur économique du village, alors que l'exploitation de la forêt était plutôt une activité secondaire. Toutefois, la forêt est rapidement devenue le pivot central de l'économie. C'est surtout avec l'aide de l'Église et des Sociétés de colonisation que se sont faits le développement et l'organisation de ces communautés, car l'aide fournie par les différents paliers de gouvernement a toujours été faible et insuffisante. Érigés canoniquement par l'Église dès les années 1930 ou 1940, c'est-à-dire institués comme paroisses, ces villages n'ont été que tardivement municipalisés: Saint-Thomas et Saint-Paulin en 1954, Saint-Nil en 1964. Quant à Saint-Octave-de-l'Avenir, l'ironie du sort a voulu que malgré un nom aussi providentiel il n'obtienne jamais le statut de municipalité¹⁷. Cette « paroisse-village » est demeurée dans un territoire non-organisé aux yeux du gouvernement provincial. L'apogée de ces villages se situe au cours des années 1945-1950, tant sur le plan économique que sur le plan des effectifs. À partir du milieu des années 1950, ces derniers ont connu un déclin rapide en raison de divers facteurs (absence d'emploi, chômage chronique, agriculture difficile sur des terres ingrates, grands incendies de forêt, perte de la ressource forestière, exode des jeunes, etc.). Faisant partie du plan de fermeture du BAEQ, ils ont effectivement tous été fermés au début des années 1970. Saint-Nil a été le dernier à disparaître, en 1974.

Pressentant que, malgré la destruction systématique des villages, « il rest[ait] quelque chose à voir, à ressentir, à connaître » (p. 79) au bout de la route, dans ces lieux de l'arrière-pays gaspésien, Nicolas Lanouette a proposé à *La Traversée* de partir explorer ces quatre villages fermés, mais pas totalement oubliés. Que reste-t-il d'un village dont on a évacué la population et que l'on a rasé par la suite, presque entièrement, afin que personne ne puisse y revenir ? Comment concevoir l'approche géopoétique d'un lieu aussi paradoxal, à la fois terriblement chargé d'histoire et effacé de la carte du Québec ?

¹⁷ La paroisse est la division territoriale établie par l'Église (catholique ou protestante). La municipalité est un statut juridique accordé par le gouvernement du Québec à une communauté locale, accordant des droits et des devoirs, comme, par exemple, celui d'organiser des élections municipales. Les communautés vivant en territoires non-organisés ne sont pas assujetties aux règles municipales du gouvernement; par exemple, elles n'ont pas à organiser d'élections municipales, donc elles ne disposent pas de maires, ni d'élus.

2. L'arrière-pays gaspésien, aux marges de l'écoumène

Les marges exercent un attrait évident en géopoétique, qu'il s'agisse d'endroits situés en retrait, éloignés de la civilisation, ou de lieux considérés par tout un chacun comme inintéressants, voire dans certains cas carrément absents de la représentation cartographique du territoire. Les déserts, les forêts, le Grand Nord, les océans, tous ces espaces de l'immensité incitent à une recherche d'absolu, à une méditation sur les origines ou l'avenir de l'humain et de la planète; les ruelles ou les rives urbaines retiennent quant à elles l'attention car ces lieux du quotidien n'ont pas encore tout à fait accédé au statut de paysage. L'arrière-pays gaspésien, dont l'histoire est assez exceptionnelle, s'inscrit lui aussi dans les marges. Quand la décision a été prise de coloniser ce coin de pays, ce dernier se trouvait déjà aux marges de l'écoumène, en raison de sa situation géographique, entre les montagnes et le fleuve, de la pauvreté de son sol, une vraie « terre de roches », et des forêts à n'en plus finir qui en interdisaient l'accès. Le défrichage dans l'arrière-pays gaspésien et la création de villages en ont fait un espace habité, relié aux autres villes et villages par un réseau de routes, nommé grâce au réseau toponymique catholique qui s'étend à travers le Québec et représenté comme les autres à l'aide de points, de lettres et de lignes sur la carte du pays. Quarante ans plus tard, les experts de l'organisme gouvernemental chargé de l'aménagement du territoire (BAEQ) ont considéré qu'il n'était pas rentable de poursuivre l'occupation des lieux: la fermeture des villages a repoussé l'arrière-pays dans les marges, reléguant dans l'oubli l'histoire de cette colonisation tardive, de ces familles de chômeurs devenus agriculteurs l'été et bûcherons l'hiver, effaçant de la carte les noms des villages. Ce mouvement d'anéantissement est allé très loin puisque les anciens habitants ont même vu leur lieu de naissance rayé des registres et remplacé par un autre. De la marge résultant de sa situation géographique et de son sol ingrat, on est passés à une négation de l'histoire, à un effacement de la carte, à un oubli voulu et pernicieux de la présence humaine en ces lieux. En effet, quarante ans plus tard, il ne reste plus rien des maisons (à une ou deux exceptions près), des écoles, des églises, des champs, des cultures (à part quelques pommiers). Seuls quelques rares objets témoignent encore d'une présence lointaine. Ce qui frappe, c'est la brutalité avec laquelle ces villages ont été fermés, une violence sourde que l'on ne peut vraiment saisir que si l'on se rend sur place, ainsi que le remarque Bertrand Gervais:

Une blessure à peine cicatrisée, les ruines encore visibles d'une habitation signalent, comme seule une empreinte parvient à le faire, la présence d'un drame, d'un combat, d'un événement. [...] L'absence de traces dit, quant à elle, la non-mémoire ou, si l'on veut, un oubli imposé. [...] il me faut

conclure que cette absence symbolise la plus grande des violences. [...] Il y a la violence des choses, la violence de la bêtise, la violence de la faim ou de l'urgence, la violence des débordements, des crises sacrificielles, des guerres et des génocides; puis, il y a la violence de l'État, la violence des arrêtés municipaux, provinciaux, fédéraux. C'est une violence qui ne se sait même pas être violence. Mais qui n'en est pas moins implacable. Avis d'éviction. [...] Fermeture de villages (p. 71)

Quand on marche parmi les sapins d'une trentaine d'années en essayant d'imaginer le champ de blé sur lequel ils ont poussé, quand on déambule sur ce qui devait être une rue en pensant aux gens ayant dû détruire leurs maisons ou les voir brûler, on a le sentiment d'être au bout du monde, pas seulement aux marges de l'écoumène, mais dans un cul-de-sac de l'Histoire, un lieu refoulé, effacé de la mémoire collective, banni en raison d'une décision gouvernementale.

Nos pas nous mènent naturellement dans le « champ du grand travail », celui de la géopoétique, puisque la marge s'y trouve privilégiée; on pourrait aller jusqu'à dire qu'elle y est érigée en principe. En effet, pour pouvoir se défaire de certaines habitudes de pensée, des « travers » culturels dont on a hérité sans le savoir, pour parvenir à se « dépouiller de ses oripeaux accumulés par une culture dévitalisée¹⁸», comme le dit Jean-Jacques Wunenburger, il faut prendre de la distance par rapport à la civilisation d'où l'on est issu, par rapport à l'idéologie dominante qui conçoit les lieux à l'aune de la rentabilité et de la viabilité économique, privilégiant du même coup les grands centres urbains, les grandes exploitations agricoles et forestières, et n'hésitant pas à déplacer des populations pour faire baisser les coûts des services publics. La géopoétique s'efforce de résister à cette manière de concevoir le rapport à la terre et suggère, au contraire, de vivre intensément les lieux. Voici ce que Kenneth White écrit à ce sujet dans *Une stratégie paradoxale. Essais de résistance culturelle*:

Vivre un lieu... Dire tranquillement, mais résolument, non à tout ce qui a été construit pour nous « distraire ». Pratiquer la résistance culturelle. [...] Vivre un lieu, c'est entrer en contact avec lui, tous ses sens ouverts. Et, après le contact sensoriel, sensuel, pratiquer une méditation plus abstraite: on nage avec la vague, ensuite on entre 'dans le vague'. Un peu de savoir non plus ne fait pas de mal: géologie, botanique, ornithologie... Bref, recherchons par tous les moyens une façon dense d'être au monde, une jouissance immédiate, un ressourcement durable.¹⁹

Pour « entrer dans le vague », dans le cas des villages fantômes, il a fallu explorer d'autres aspects propres au lieu, se tourner vers d'autres savoirs, ceux de l'histoire et de la géographie humaine. La jouissance ne pouvait pas être immédiate, car la présence des

¹⁸ Jean-Jacques Wunenburger, « Présentation », dans Jean-Jacques Wunenburger, dir., *Autour de Kenneth White. Espace, pensée, poétique*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, Centre Gaston Bachelard de Recherches sur l'Imaginaire et la Rationalité, 1996, p. 13.

¹⁹ Kenneth White, *Une stratégie paradoxale. Essais de résistance culturelle*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1998, p. 146-7.

anciens habitants rencontrés sur place impliquait une médiation, le passage par un tiers. Ce qui s'est imposé d'emblée, c'est la question de la résistance, de l'attachement à un lieu, de l'intimité qui s'établit entre une communauté et un espace de vie.

Géopoétique et résistance

Comme nous avons eu l'occasion de le constater à plusieurs reprises, les villages disparus de la géographie officielle du Québec et de la mémoire collective des Québécois subsistent encore dans l'imaginaire de leurs anciens habitants, qui continuent de se rendre de manière cyclique à l'endroit de la terre qui les a vus naître et qui a servi de socle à leurs paysages fondateurs. Leur résistance se manifeste par une réappropriation physique des lieux, par leur volonté de conserver intact leur attachement au territoire et de ne pas oublier les villages, de les maintenir en vie, en quelque sorte. Comme l'explique bien André Carpentier, nous avons été confrontés à « une expérience extrême de topophilie »:

[...] ces exilés, qui refusent de languir et de disparaître, jouissent du panorama et de leur mode d'occupation de l'espace. Ils préparent des méchouis, qui consolident leur communauté de résistants, et trinquent à la mémoire du temps d'autrefois et de leur présence effective et jubilatoire dans ce lieu de nature. Chez eux, le paysage originel n'est pas seulement remémoré, il est fréquenté en direct, dans une forme de théâtre de mémoire. [...] Cette relation persévérante est leur catalyseur d'existence en tant que groupe de résistants. [...] chez eux, le plaisir d'être ensemble est fondé sur la réappropriation permanente du territoire fondateur. (p. 24- 26)

Ce que montre leur résistance à la disparition des villages, c'est que la décision du BAEQ n'a pas réussi à briser leur attachement au lieu, transmis de génération en génération. Si la destruction des maisons avait pour but d'empêcher les gens de revenir s'installer à St-Nil, à St-Octave, à St-Paulin ou à St-Thomas, le lien affectif, lui, ne s'est pas rompu. Même si tout a disparu, les Anciens continuent de jouir du panorama, du contact avec la nature; ils viennent s'y ressourcer avec leurs roulottes et leurs méchouis improvisés et ramassent des noisettes, comme des semi-nomades installés dans leur campement d'été²⁰. Ce retour à la terre, longtemps dévalorisé au Québec, prend maintenant un tout autre sens. C'est ce que nous confie Nicolas Lanouette:

J'ai compris que j'aime les résistants, ceux qui se battent et luttent pour perdurer, pour montrer qu'ils ne sont pas inutiles. J'aime les enracinés et je respecte ceux qui partirent dans les années 1920-1930 coloniser à force de courage et de ténacité des terres en bois debout. Je n'en ai pas honte. (p. 80)

²⁰ C'est ce qui les distingue des villages dits « fantômes », tels que celui de Val-Jalbert par exemple, transformé en une infrastructure de loisirs. Dans ce dernier cas, il n'est plus possible d'entretenir un lien d'attachement privé: balisé en fonction de l'accès aux touristes, l'espace est devenu public. Étant à vocation touristique, le village joue désormais un rôle d'éducation.

Il faut ajouter que deux cas de figure se sont présentés: à St-Octave, les organisateurs de l'atelier nomade avaient rencontré certains Anciens ayant mis sur pied une association; autrement dit, la résistance s'était organisée. Nous étions invités à manger avec eux à l'auberge construite dans l'ancien presbytère, ce qui fait qu'ils nous ont raconté leurs souvenirs au cours du repas. Il était malgré tout difficile de se défaire de ce léger malaise que l'on ressent quand on s'invite soi-même et que l'on essaie de ne pas être un imposteur: nous savions bien que leurs attentes envers nous seraient sûrement frustrées, car nous n'avions pas l'intention de relayer leurs revendications, de mener une action politique, de partager leur colère, aussi légitime soit-elle; nous résistions même aux élans de nostalgie qu'ils manifestaient envers le lieu perdu de leur enfance. Comment leur faire comprendre que nous étions sensibles à leur désir de maintenir vivants leurs liens avec la terre qui les avait vus naître et à leur colère d'en avoir été brutalement expulsés, mais que venions là pour autre chose?

À St-Nil, par contre, nous ne savions pas que nous allions rencontrer des gens s'y sentant « chez eux », ce qui fait que la surprise a été totale et que nous ne nous sentions pas vraiment à notre place, comme le dit bien Annie Dulong:

À Saint-Nil, nous trouvons [...] non pas le silence et l'abandon, mais des Anciens du village qui s'y rejoignent la fin de semaine. Dans ce qu'il reste des fondations de l'église, ils ravivent leur communauté, recréent les liens, revendiquent leurs droits sur ces lieux abandonnés. Devant ces squatters forts de leurs souvenirs, je me sens de trop, soudainement timide: je suis chez eux, à photographier des fragments de leur passage, à chercher les traces de leur village. J'ai l'appareil photographique qui hésite encore plus fort que lorsqu'il est question de photographier des visages, car il me semble n'avoir eu de cesse depuis le matin de piller leur passé, de chercher comme un vautour les restes d'un lieu qui leur appartient et auquel ils s'identifient encore, même après plus de trente-cinq ans. (p. 45)

Invités ou pas dans cet espace paradoxal où le sens d'habiter se manifestait en l'absence de véritables habitations, nous ne savions plus sur quel pied danser.

La poétique de la trace

Comment faire pour vivre un lieu de manière géopoétique quand on a l'impression d'être dans un espace privé, d'où nous devrions être instantanément exclus? Plutôt que de s'inscrire dans une perspective politique qui condamne la fermeture des villages, dans une perspective sociohistorique qui tenterait d'expliquer les faits et d'étudier les conséquences sur la population, ou encore dans une perspective d'aménagement du territoire, où l'on s'interrogerait par exemple sur les stratégies à adopter pour maintenir en vie ces territoires, la géopoétique incite à une remise en question plus radicale, consistant à interroger plus profondément nos manières d'être-au-monde, que ce soit à partir de la

lecture de certains philosophes, de certaines œuvres littéraires, ou encore à partir des recherches menées par la géographie humaniste sur le sens des lieux, l'appartenance à la Terre. Une démarche qui ne peut se déployer que sur le long terme et qui exige des études assez étoffées.

La démarche géopoétique à la base du 9^e *Carnet de navigation* s'est enclenchée surtout à partir des traces, aussi bien physiques que mémorielles, ainsi que le rappelle justement Kathleen Gurrie:

Cet atelier nomade est donc fait de la présence des Anciens, les gardiens bien vivants des fantômes de ces terres dérangées, jumelée à notre propre présence sur le territoire et à notre perception des traces, traces qui révèlent l'espace et qui contiennent en elles-mêmes le passé et le présent, traces porteuses d'une inspiration et d'une expiration, fondements mêmes d'une présence à la terre. (p. 7)

À ceci près que le groupe des Anciens savait ce qu'il faisait: il s'agissait pour eux de réinventer une façon d'habiter les lieux grâce à leur mémoire et de maintenir le lien affectif qu'ils avaient développé, ensemble, avec leur coin de pays; tandis que nous, le groupe de *La Traversée*, que cherchions-nous au juste? Que pouvions-nous faire? C'est ce questionnement que soulève Denise Brassard, en interrogeant la dimension collective de la démarche géopoétique:

La question qui se pose aux géopoéticiens que nous sommes [...] et que cet atelier rappelait en déplaçant notre réflexion sur le séjour et l'habiter, c'est non plus seulement de savoir comment on peut, individuellement, renouveler et renforcer son lien à la terre, mais comment *nous pouvons collectivement* y parvenir, sans renier notre humanité, notre socialité, ni les acquis de notre culture. [...] à ce moment précis de notre démarche collective, nous étions à même de vivre cette entrée dans l'arrière-pays gaspésien et d'aller à la rencontre de ces villages, y compris leurs (anciens) habitants, sans donner dans une posture historienne ni rien sacrifier de ce qui fait la richesse de l'aventure géopoétique [...] (p. 88-90, l'auteure souligne)

La création de ce carnet collectif, réunissant les paroles, les essais, les poèmes, les récits, les dessins, les cartes, les photographies, les montages inspirés par le bref séjour en ces villages fantômes, favorise, on l'aura compris, le poétique plutôt que le politique. Au lieu de nous engager dans la défense active et militante des anciens habitants floués par les décisions gouvernementales, nous avons tenté de développer notre sensibilité à l'espace, d'augmenter la sensation d'être en un lieu précis du territoire québécois, marqué par son histoire et ses anciens habitants autant que par les substrats géologique, botanique, hydrographique, etc. Si une partie de l'histoire non écrite du Québec a refait surface durant ce bref séjour, certains participants à l'atelier ont également découvert une ruralité insoupçonnée en allant cueillir des noisettes en quatre-roues avec les Anciens de St-Octave, tandis que d'autres se partageaient un sac de noisettes ramassées par les dames de St-Nil. En échange, *La Traversée* leur a remis des *Carnets de navigation* faits

de mots et d'images transportant à leur tour quelques traces de cet arrière-pays, quelques échos de cet attachement à la terre si émouvant, dans l'espoir que d'autres esprits curieux et aventureux s'y rendront à leur tour, pour y savourer les noisettes de la résistance.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOUCHARD, Roméo, *Y a-t-il un avenir pour les régions ?*, Montréal, Écosociété, 2006.
- BOUVET, Rachel, « *L'atelier nomade* ou l'exploration géopoétique de l'espace », <http://www.latraversee.uqam.ca/ateliers-nomades/archives>
- BUREAU D'AMÉNAGEMENT DE L'EST DU QUÉBEC, *Plan de développement. Région-pilote: Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine*, Mont-Joli, Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, 1966.
- DÉSY Jean, *L'aventure d'un médecin sur la Côte-Nord*, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1986.
- DORION, Henri et Pierre LAHOUD, *Lieux de légende et de mystère du Québec*, Montréal, Éditions de l'homme, 2009.
- FERRON, Jacques et Victor LÉVY-BEAULIEU, *Correspondances*, Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 2005.
- GAGNÉ, Gilles, « L'histoire de l'arrière-pays gaspésien revivra », *Le Soleil*, Québec, 21 février 2011.
- GÉLINAS, Geneviève, « Des laissez-passer, mais pas d'excuses », *Le Soleil*, 22 août 2010.
- _____, « La fin d'un mode de vie », *Le Soleil*, 14 août 2010.
- GURRIE, Kathleen, Chloé ROLLAND et Denise BRASSARD, dir., *Sur les traces des terres fantômes*, Montréal, *La Traversée-Atelier* québécois de géopoétique, coll. « Carnets de navigation », n° 9, 2011.
- RIVIÈRE, Sylvain et Toumani KOUYATÉ, « Saint-Octave-du-souvenir », *La Grande Traversée de la Gaspésie. Le pays intérieur*, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 2009, p. 75-80.
- WHITE, Kenneth, *Une stratégie paradoxale. Essais de résistance culturelle*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1998.
- WUNENBURGER, Jean-Jacques, « Présentation », dans Jean-Jacques Wunenburger, dir., *Autour de Kenneth White. Espace, pensée, poétique*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, Centre Gaston Bachelard de Recherches sur l'Imaginaire et la Rationalité, 1996.
- Sites Internet*
- Radio-Canada, « Aylmer Sound vit ses derniers moments », mardi 12 juillet 2005, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200507/12/015-aylmer-sound-fin.shtml>.
- Radio-Canada, « Dernières disposition avant la fermeture complète », jeudi 6 septembre 2007, <http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2007/09/06/012-aylmer-sound.asp>.
- Village historique de Val-Jalbert – 2011, <http://www.valjalbert.com/fr/histoire/>, consulté le 9 mai 2011.